

**Assemblée générale ordinaire  
31 mai 2011  
Metz**

**Exposé Sommaire**

**Environnement économique et financier**

Après la pire récession d'après guerre en 2008-2009, l'économie mondiale s'est en partie redressée en 2010. Le PIB mondial a progressé de 4,7% en 2010 mais cette croissance reste fragile après un recul de -13,0% en 2009. Ce redressement masque de grandes divergences car la phase de rebond a été très inégale selon les zones économiques : croissance impressionnante de la Chine (+10,2%), celle décevante de l'Europe (+1,9%). Seule l'Allemagne connaît une réelle embellie de croissance (+3,5%). Les pays de l'Europe du Sud (Grèce -4,0%) et l'Irlande (-1,7%) sont demeurés sous contrainte budgétaire forte. La crise a laissé des traces profondes et durables en matière de dette publique, de chômage élevé et de capacités de production inutilisées.

En France, la reprise économique est restée molle avec une croissance de 1,6%, semblable à celle de la zone euro. Ce rythme a été porté par la consommation des ménages (+1,5%). Les investissements sont en recul pour la deuxième année consécutive : -7,1% en 2009, -1,6% en 2010. En revanche, les échanges commerciaux internationaux se sont nettement améliorés : les importations sont en hausse de +8,7% (-10,7% en 2009) et les exportations de +10,3% (-12,4% en 2009). Cependant, l'activité a continué de pâtir d'une compétitivité extérieure toujours fragile. Le taux de chômage a atteint 9,3% (9,1% en 2009), l'inflation a augmenté du fait de la hausse du prix du pétrole (+1,5% contre +0,1% en 2009). La dette publique s'est creusée à 82,8% du PIB (78,1% en 2009).

**Rôle des Banques Centrales**

Dans ce contexte économique mondial, les banques centrales ont continué à mener une politique monétaire accommodante pour limiter les effets de la crise et favoriser le retour à la croissance.

L'année 2010 a notamment été marquée par deux épisodes majeurs d'incertitudes, entraînant ainsi une forte volatilité de l'euro face au dollar, des taux longs publics et du CAC 40.

- Le premier a concerné la crise des dettes souveraines européennes, qui s'est intensifiée avec la Grèce à partir du printemps. Elle menaçait de s'étendre au Portugal et à l'Espagne, voire à l'Italie, à la France et au Royaume-Uni, en raison du manque de réactivité des autorités politiques et de la déficience des mécanismes européens de solidarité. Elle a été la première crise de survie de l'euro. Elle s'est apaisée grâce à la mise en place d'un plan historique d'urgence, en concertation avec le FMI, d'un montant de 750 milliards d'euros, et surtout grâce à l'attitude de la BCE de prêteur temporaire en dernier ressort à l'économie.
- Le second épisode a concerné, durant la période estivale, la crainte d'une déflation rampante à la japonaise aux Etats-Unis. Ceci a conduit la Réserve fédérale à annoncer une intensification de sa politique monétaire quantitative ultra-accommodante de monétisation de la dette publique. L'euro, tout comme le yen, en ont été les victimes collatérales, le dollar apparaissant alors comme une arme de protectionnisme déguisé contre la déflation, peut-être au service d'une stratégie implicite de soutien de l'activité.

Face à la fragilité du contexte économique, la BCE a globalement poursuivi sa politique monétaire très accommodante, avec un taux directeur inchangé à 1% et le maintien des refinancements illimités à taux fixe sur le marché interbancaire. L'OAT 10 ans, qui était autour de 3,5% en début 2010, s'est affaibli vers 2,5% au cours de l'été, avant de revenir vers 3,4% en fin d'année. Ce recul estival est historique : il s'explique par le retour de l'aversion au risque extrême de déflation aux Etats-Unis et par l'intensification des arbitrages de capitaux au détriment des dettes publiques des pays d'Europe du Sud. Les cours boursiers ont été très volatiles au gré des épisodes de défiance, en dépit d'une conjoncture américaine et européenne finalement meilleure qu'initialement projetée et de bons résultats des sociétés. Le CAC 40 a légèrement diminué de 3,3% : il est passé de 3936 points fin décembre 2009 à 3805 points fin 2010.

### **Evolution du Groupe BPCE en 2010**

Comme prévu dès la constitution du Groupe BPCE le 31 juillet 2009, le projet de fusion absorption de BP Participations et de CE Participations avec BPCE a été approuvé le 3 juin 2010 par le conseil de surveillance de BPCE et les conseils d'administration des holdings de participation et réalisé le 5 août 2010, à l'issue des assemblées générales des trois sociétés.

A l'issue de cette opération, BPCE a procédé à une augmentation de capital en numéraire de 1,8 milliard d'euros souscrite à parité par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.

Au cours du second semestre 2010, le Groupe BPCE a remboursé une partie des fonds propres qui avaient été apportés par l'Etat à l'occasion de la création du nouveau groupe :

- 60 % des actions de préférence détenues par l'Etat ont été rachetées, soit 1,2 milliard d'euros début août et 0,6 milliard d'euros à l'issue de la cession de la SMC en septembre 2010 ;
- Un complément de 1,3 milliard d'euros de titres super subordonnés a fait l'objet d'un remboursement, portant à 75 % la part des titres super subordonnés souscrits par l'Etat et remboursés.

Les résultats de BPCE et de Natixis ont été officiellement annoncés le 23 février 2011.

Le PNB de BPCE s'élève à 23,4 Md€, en progression de 10%. Le résultat net part du Groupe s'élève à 3 640 M€ (537 M€ en 2009). Ces résultats sont très satisfaisants comparativement aux autres Groupes Bancaires, d'autant qu'ils sont supérieurs aux attentes des marchés.

Natixis connaît un net redressement avec un résultat net de 1 732 M€.

Globalement, le Groupe a poursuivi son soutien à l'économie, en augmentant son encours de crédit de 4,0%, supérieur à l'engagement de croissance annuelle de 3,5%.

La solidité financière est confirmée avec des fonds propres tier one de 38,8 Md€, un ratio tier one de 9,7%, (9,1% en 2009) et un ratio core one de 8,0% (6,8% en 2009).

### **Bilan et Compte de résultat de la Banque Populaire Lorraine Champagne**

Dans nos régions Lorraine et Champagne, le contexte économique demeure atone. Les défaillances d'entreprises n'ont pas réellement baissé en Lorraine, contrairement au niveau national (-4%). Dans ce contexte de faible croissance, La Banque Populaire Lorraine Champagne a néanmoins augmenté sa production de crédit de 10%, contribuant à un maintien de l'encours de crédit. Les difficultés économiques, l'incertitude pour l'avenir et la monotonie de la bourse ont favorisé une aversion au risque de la part des ménages. Notre banque a ainsi développé sa collecte monétaire de 7,2%, en particulier les Comptes à Terme Fidélis (+31,4%).

La baisse des taux de crédit a engendré une diminution du rendement des crédits pour la deuxième année consécutive. De même les taux de collecte ont également baissé.

## 1. Bilan résumé au 31/12/2010 (en millions d'euros)

ACTIF	2009	2010	% Var	PASSIF	2009	2010	% Var
TRESORERIE	1 702	1 738	2,1%	TRESORERIE & TCN	4 424	4 090	-7,6%
CREDITS	9 006	9 179	1,9%	DEPOTS	6 384	6 789	6,3%
REGULARISATIONS	170	122	-28,4%	REGULARISATIONS	256	263	2,9%
TITRES	543	673	23,9%	CAPITAUX PROPRES	1 278	1 386	8,5%
IMMOBILISATIONS NETTES	965	865	-10,4%	RESULTAT DE L'EXERCICE	44	49	12,5%
TOTAL ACTIF	12 386	12 577	1,5%	TOTAL PASSIF	12 386	12 577	1,5%

Le total du bilan social de l'année 2010 progresse de 1,5% par rapport à l'année précédente à 12 577 millions €.

L'impasse entre l'ensemble des crédits (9 986 M€ en incluant le crédit-bail, soit 79% de la structure du bilan) et les ressources (6 789 M€) reste importante. Notre coefficient d'emploi s'améliore et atteint désormais 162% à fin décembre 2010 au lieu de 174% en 2009, mais le besoin de refinancement conduit à rechercher des ressources sur le marché.

Les emprunts de trésorerie et les émissions de titres de créances négociables permettant de combler cette impasse s'élèvent à 4 090 M€, en baisse de 7,6%.

Au passif, le capital social atteint 348 M€ (dont 69,5 M€ de Certificats Coopératifs d'Investissement) en progression de 31%. Les fonds propres (1 314 M€) sont en progression de 86 M€ constitués d'une part par le capital social à hauteur de 348 M€ et par les réserves pour 966 M€. Cette progression permet d'améliorer le ratio de solvabilité à 14,96% et de conforter notre solidité financière.

Les titres de participation à l'actif (673 M€), sont essentiellement constitués de titres BPCE (571 M€). Les deux autres principales participations sont celle de Foncière des Régions pour 29 M€ et celle de Foncière Développement Logements pour 15 M€.

Les immobilisations nettes, en baisse de 10,4%, comprennent l'encours de crédit bail pour 807 M€ (en diminution de 11,4%).

## 2. Compte de résultat

### (Principaux soldes intermédiaires en millions d'euros)

	2008	2009	2010	%
PNB	316,0	309,3	292,4	-5,5%
FRAIS GENERAUX	194,2	189,9	186,8	-1,7%
RBE	121,8	119,4	105,6	-11,5%
RESULTAT NET	44,4	43,5	48,9	12,5%

Le PNB baisse de 5,5% sous l'effet conjoint de la marge d'intérêt (-7,6%) et des commissions (-2,3%). Le RBE diminue de 11,5%. La banque poursuit sa maîtrise des frais généraux (-3,5% hors frais de personnel) en menant des chantiers d'optimisation des charges diverses.

Le coût du risque est passé de 42,6 M€ à 24,4 M€, en nette amélioration après une année de forte récession. Le poids des douteux et contentieux sur le total des crédits s'établit à 6,3%. Les risques ont amorcé une décrue après une année de conjoncture particulièrement difficile, mais maîtrisée.

Le résultat net atteint 48,9 M€, en augmentation de 12,5% par rapport à l'exercice précédent, grâce à une baisse du coût du risque.

Le coefficient d'exploitation est de 63,88%, permettant à la BPLC de se situer dans le premier tiers des banques du Groupe.

L'exercice peut se prévaloir de points très positifs comme la croissance de la collecte monétaire, la bonne maîtrise des frais généraux et des risques. La croissance du capital social et l'excellent ratio de solvabilité font que la BPLC a l'une des meilleures assises financières parmi les banques françaises. L'enjeu principal est l'amélioration du chiffre d'affaires (PNB) comprenant la marge d'intérêt et les commissions.

(en milliers d'euros)	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	178 750	178 750	178 750	266 250	347 500
Nombre de parts émises en milliers	22 344	22 344	22 344	33 281	43 438
<b>Opérations et Résultats de l'exercice</b>					
Produit net bancaire	294 189	310 456	316 012	309 297	292 397
Résultat Brut d'Exploitation	112 638	118 031	121 811	119 357	105 623
Impôts sur les bénéfices	53 491	17 991	19 336	21 837	23 111
Résultat net	38 079	45 626	44 388	43 507	48 947